



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MEA-025-0315

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté n°551-DDPP-25 portant mise en demeure de régularisation du suivi géotechnique
Carrières Richard à Ambierle (42820)**

La Préfète de la Loire

Vu le Code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et l'article L.511-1 ;

Vu le Code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu le décret du 30 juillet 2025 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2025 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°455/DDPP/17 du 15/11/2017 autorisant la société CARRIÈRES RICHARD à poursuivre et étendre son exploitation de carrière et d'une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'AMBIERLE aux lieux-dits « Grand Piernant » et « Petit Piernant » ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées réalisé à la suite de l'inspection des installations en date du 24 juillet 2025 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 15 novembre 2025 transmettant le rapport susvisé à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et l'informant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant le non-respect des modalités d'exploitation telles que définies à l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2017, et en particulier le suivi géotechnique défini au sous-article 23.2 de cet arrêté ;

Considérant que lors de l'inspection du 24 juillet 2025 il a été constaté des signes d'instabilité sur les fronts d'exploitation du flanc ouest de la carrière de CARRIÈRES RICHARD, et que l'exploitant n'a pas démontré à ce jour la stabilité de ces fronts ;

Considérant que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CARRIÈRES RICHARD, titulaire de l'autorisation, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1

La société CARRIÈRES RICHARD, SIRET 775 600 323, siège social au lieu-dit « Roc Bonory » - 42430 SAINT-JUST-EN-CHEVALET, au capital social de 100 000,00 €, exploitant la carrière de roche dure sur le territoire de la commune d'AMBIERLE aux lieux-dits « Grand Piernant » et « Petit Piernant » (42820) **est mise en demeure de régulariser le suivi géotechnique de son exploitation sous un délai de 6 mois.**

Cette régularisation se fera par la production d'une étude géotechnique sur l'ensemble de l'exploitation, qui remplacera les rapports qui auraient dû être produits au début de chaque phase quinquennale. **Un justificatif de la mise en œuvre de cette étude devra être transmis sous deux mois à l'inspection des installations classées.**

Les différents délais évoqués dans cet article s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions encourues

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté, dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal administratif de Lyon.

Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la LOIRE pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le sous-préfet de Roanne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, le directeur départemental de la protection des populations, le maire d'Ambierle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie d'Ambierle, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et protection des risques.

Saint-Étienne le - 5 DEC. 2025

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie :

- DREAL UDLHL
- Mairie d'Ambierle
- Archives

